



Infos aux usagers

On ne vous dit pas tout

Madame, Monsieur, **Bonjour**

La direction de la SNCF, la Direction de RFF et le gouvernement ont décidé de construire ensemble le ferroviaire de demain en faisant croire, la main sur le cœur, que leur projet de réforme allait tout régler. Deux Organisations syndicales ont décidé de faire confiance à un gouvernement qui, à ce jour, n'a inversé aucune tendance sur la situation sociale et économique du pays.

Face à la déferlante médiatique qui a fait le choix politique de ne plus donner la véritable information mais d'être la courroie de transmission des donneurs d'ordres, nous avons décidé de vous livrer notre vérité en quelques lignes.

Les raisons de cette grève

Les mobilisations des cheminots du 13 juin et du 12 décembre 2013 et celle du 22 mai 2014 n'ont abouti à aucune négociation.

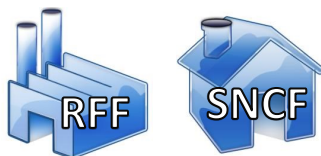
Dire le contraire est un mensonge !

Les premiers échanges pour intégrer les revendications de la plateforme unitaire CGT/UNSA/Sud-Rail basées sur la proposition CGT « la voie du service public » se sont tenus le 13 juin 2014 sous la contrainte de l'action des cheminots toujours pas entendus.

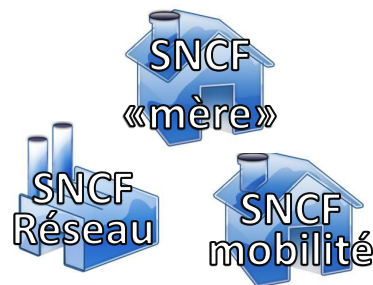
C'est bien le préavis reconductible en cours qui a contraint le gouvernement à écrire pour la première fois des éléments de réponse aux trois Organisations Syndicales, sans pour autant donner de grandes avancées ni de garanties.

Au-delà des revendications internes dans l'entreprise, aujourd'hui le service public ferroviaire est séparé en deux entreprises distinctes que sont RFF et la SNCF. Tous les acteurs (Gouvernements, directions et organisations syndicales) s'accordent à dire que ce système ne fonctionne pas. Tous reconnaissent qu'il faut donc une réforme du système ferroviaire.

Le système actuel



Le système demain



La proposition de la CGT



Comment croire qu'avec 3 entreprises, le système fonctionnera mieux?

Depuis deux ans, la CGT a travaillé à l'élaboration d'une proposition de réforme du système ferroviaire. Celle-ci permet une véritable unification du système et accroît l'efficacité du service public en termes de réactivité sur la base de la mutualisation des moyens pour une plus grande efficacité économique structurelle.

L'action des cheminots présentée médiatiquement comme corporatiste ne correspond en rien à cela puisqu'à travers leur combat, ils défendent l'intérêt de la nation au travers de la nécessité d'avoir un service public national ferroviaire unique, garant de l'équilibre en termes d'aménagement du territoire mais aussi d'égalité d'accès aux citoyens et chargeurs FRET.

L'ouverture à la concurrence en ligne de mire

A l'image de l'ouverture du capital de la Poste, d'EDF et GDF, des services de l'eau et des télécommunications, la structuration voulue par le gouvernement et portée par la direction SNCF vise à faciliter l'ouverture à la concurrence des transports ferroviaires.

Dans les secteurs précités vous aurez constaté la dégradation de la qualité de service, l'augmentation des tarifs mais ne pouvez ignorer la dégradation des conditions sociales des salariés.

Contrairement aux idées reçues, l'ouverture à la concurrence n'a jamais été favorable aux usagers.



Rumeur : Non, les cheminots en grève ne sont pas payés et ne peuvent être considérés comme des nantis !

RÉFORME DU SYSTÈME FERROVIAIRE LA CGT PROPOSE : LA VOIE DU SERVICE PUBLIC SNCF



Le gouvernement lance les travaux législatifs sur une réforme du système ferroviaire.

La Fédération CGT appelle les cheminots de tous collèges et de tous services à s'emparer de ce sujet. C'est l'avenir de la SNCF et le nôtre qui est en jeu.



La SNCF appartient à la Nation. Une réforme de cette ampleur ne doit pas se faire sans débat public et surtout sans l'expertise des cheminots.

Soyons vigilants à la médiatisation trop positive, en interne et en externe, réalisée sur le rapport Bianco qui va servir de support à la loi portant la réforme du système ferroviaire. Comme bien souvent, le diable « se cache dans les détails ».

Réunifier le système ferroviaire peut être la préfiguration de son éclatement si le Pôle Public est composé de plusieurs EPIC autonomes. La décision d'ouvrir à la concurrence est de la responsabilité du gouvernement, le rapporteur la présente à tort comme une obligation. Trouver l'équilibre économique sans financement adapté ni désendettement signifie plus de productivité, d'externalisations de charges, de sous-traitance et le développement des embauches hors cadre permanent.

Harmoniser le cadre social est un terme trop flou pour garantir à tous les cheminots des conditions de vie et de travail de haut niveau.

Dans le cadre des débats ouverts par le gouvernement, la CGT a fait une proposition complète qui allie efficacité pour un meilleur service public et un financement pérenne du système ferroviaire en améliorant les conditions sociales et de travail des cheminots. Ce projet est conforme aux règles et lois en vigueur en France et en Europe. Il est basé sur le travail collectif et mutualisé de tous les cheminots avec comme finalité, faire du Service Public SNCF (fret et voyageurs) une réponse aux besoins des populations.

La Fédération CGT des cheminots vous propose une analyse du rapport Bianco et une présentation de nos propositions alternatives. Gagner un système ferroviaire unifié, la garantie de nos droits statutaires et sociaux ainsi qu'une réglementation du travail applicable à tous les cheminots basée sur notre RH0077 va nécessiter la mobilisation de toutes et de tous.

**Unis et déterminés, ouvrons ensemble
la voie du Service Public SNCF.**

Si nous sommes conscients des désagréments qu'une telle action peut engendrer, l'avenir du service public ferroviaire passe par une autre réforme que celle voulue par le gouvernement et la direction de la SNCF !

USAGERS, CHEMINOTS
Gagnons cette réforme ensemble